



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 28/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WESTON J.M.

rue Nicolas Appert
ZI NORD
87000 Limoges

Références : UD872025-51

Code AIOT : 0006003023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement WESTON J.M. implanté 65, rue Nicolas Appert ZI NORD 87280 Limoges. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel applicable au site de J.M. WESTON. La précédente visite datait du 6 février 2018

Outre le Code de l'environnement, le présent rapport renvoie principalement au référentiel réglementaire suivant :

- **Arrêté préfectoral du 20 janvier 2009** autorisant WESTON à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de production de chaussures à LIMOGES ;
- **Arrêté préfectoral complémentaire du 24 décembre 2013** prescrivant la surveillance initiale dans le cadre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses dans le milieu aquatique ;
- **Arrêté ministériel du 28 avril 2014**, relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
- **Arrêté ministériel du 31 janvier 2008**, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets

- **Arrêté ministériel du 02 février 1998**, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- **Arrêté ministériel du 4 octobre 2010**, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WESTON J.M.
- 65, rue Nicolas Appert ZI NORD 87280 Limoges
- Code AIOT : 0006003023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JM WESTON est spécialisée dans la fabrication et la réparation de chaussures de luxe. Le site d'exploitation actuel de Limoges a été créé en 1989. La société J.M. WESTON est autorisée, par un arrêté préfectoral en date du 20 janvier 2009 l'autorisant à poursuivre l'exploitation d'une usine de production de chaussures en zone industrielle nord n° 2 à LIMOGES.

Thèmes de l'inspection :

- Mise à jour situation administrative
- Récolements des précédentes visites d'Inspection
- Rejets aqueux et atmosphériques
- Vérifications périodiques
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Synthèse annuelle surveillance (eau / air / plan solvant)	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 9.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I (titre II)	Demande d'action corrective	1 mois
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 9.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Vérification périodique incendie	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Vérification périodique électricité	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Vérification périodique foudre	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	MMR – Surveillance et détection des zones	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Dispositif de coupure – alimentation chaufferie	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 8.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
15	Récolement VI 2018 – Zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.1.1	Sans objet
5	GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
8	Surveillance RSDE	AP Complémentaire du 24/12/2013, article 4	Sans objet
12	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une façon générale le site est bien tenu et l'exploitant veille à la protection de ses salariés. La direction du site a changé en 2020. Des efforts ont été faits depuis la dernière inspection pour supprimer les produits solvantés, au jour de la visite la majorité des colles utilisées sont des colles aqueuses.

À noter cependant que certaines modifications réalisées (suppression du point de rejet bac à bottes, ajout d'aspiration sur les postes de travail, changement des chaudières et élimination des anciennes) aurait dû faire l'objet d'une information de l'Inspection.

De même, les prescriptions qui lui sont opposables ne sont pas complètement respectées et d'une façon générale, l'exploitant ne transmet pas les éléments de bilan tels que prescrits dans son arrêté préfectoral (bilan rejet aqueux, atmosphérique, plan de gestion des solvants,...)

Des éléments justificatifs et documents complémentaires sont attendus par l'Inspection à l'issue de cette visite, notamment concernant la consommation annuelle des solvants.

Au vu de l'ensemble des modifications depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation, une mise à jour de la situation administrative sera probablement nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 1,6,1
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>-----</p>

Pour rappel, le tableau de classement actuel de l'arrêté préfectoral est le suivant :

Rubrique	Libellé	Volume autorisé	Régime
2360-1-A	Ateliers de fabrication de chaussures , maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux. La puissance maximum de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieure à 200 kW	Puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines : 456 kW	A
2910-A-2	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	<ul style="list-style-type: none"> • 2 chaudières gaz naturel de 1080 kW chacune • 1 chaudière gaz naturel de 350 kW • 2 groupes Électrogènes fioul domestique de 1800kW et 120kW Total = 4 430kW	DC
2940-2-b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit , etc. [...] sur support quelconque <u>à l'exclusion</u> des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360 , 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.	Quantité maximale de produit susceptible d'être mis en œuvre : 67 kg/l	DC
2920-2-b	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa	Puissance absorbée : 70 kW	D

Constats :

Lors de la visite, les évolutions du site et de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'Environnement ont été évoquées avec l'exploitant.

Concernant la rubrique 2360, l'exploitant indique que les machines utilisées pour la fabrication des chaussures n'ont pas évolué et les puissances sont toujours identiques à celles de l'arrêté préfectoral sus-visé.

Concernant la rubrique 2910, l'exploitant a procédé au changement des chaudières à gaz en novembre 2023, deux nouvelles chaudières au gaz de puissance individuelle de 700 kW ont été installées. Les anciennes chaudières (2 chaudières de 1080 kW et la chaudière de 350 kW) ont été éliminées (prises en charge par Hervé Thermique). Ces modifications doivent faire l'objet d'une information de l'Inspection. Les groupes électrogènes n'ont pas été évoqués lors de la visite, cependant ils ne sont pas suivis dans les points de rejets atmosphériques du rapport APAVE (cf. constat 2). L'exploitant doit confirmer leur présence ou non sur site.

Concernant la rubrique 2920, elle a été supprimée par décret du 22 octobre 2018.

Concernant la rubrique 2940 suite au Décret du 15 mai 2020, le site ne relève plus de cette dernière, la rubrique 2360 faisant partie des exclusions mentionnées.

Concernant la rubrique 1978, créée par décret du 28 octobre 2019, l'exploitant doit confirmer sa consommation annuelle de solvants organiques et la comparer aux seuils de classements de la nomenclature des installations classées qui lui sont applicables, afin de déterminer s'il relève de cette rubrique ou non.

Une mise à jour de la situation administrative sera réalisée par l'Inspection en suivant l'information de l'exploitant.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit actualiser son classement des activités au regard des rubriques mentionnées à son arrêté préfectoral d'autorisation, des évolutions mises en œuvre sur site et des modifications de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cette actualisation, intégrée dans un porter à connaissance décrivant les modifications apportées à ses installations, est transmise à l'Inspection pour actualisation de la situation administrative.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Synthèse annuelle surveillance (eau / air / plan solvant)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE AIR ET EAU</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque année un <u>rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au CHAPITRE 9.2.</u></p> <p>Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance) ainsi que de leur efficacité. À ce rapport sont <u>annexés le plan de gestion des solvants</u> visé à l'article 3.3.2 et, le cas échéant, le schéma de maîtrise des émissions de COV visé au même article.</p> <p>Le rapport de synthèse est adressé avant la fin de chaque année à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Concernant le rapport de synthèse annuelle</u>, lors de la visite, l'exploitant n'a pas connaissance de la nécessité d'envoi des bilans annuels. L'exploitant a cependant bien réalisé les analyses des rejets atmosphériques et aqueux.</p> <p>L'exploitant doit réaliser un rapport de synthèse annuel concernant ses rejets. Ce rapport doit contenir a minima une interprétation des résultats de la période considérée, notamment en cas de dépassement des seuils de rejet et les actions correctives mises en œuvre ou prévues. Les résultats bruts d'analyse sont annexés. Ce rapport doit être transmis annuellement à l'Inspection.</p> <p><u>Concernant les rejets atmosphériques</u>, le rapport 11149257-006-1 du 06/12/2024 a été produit. Ce rapport ne relève aucune observation. À l'analyse de ce rapport, l'Inspection note tout de même :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des non-conformités concernant les vitesses d'éjection pour les conduits 1, 2, 8 et 11 (< à 8m/s) • L'absence de mesure pour les groupes électrogènes, s'ils existent encore (cf. constat 1) • Le flux total de COV est inférieur à 2kg/h ; • Le flux total de poussière est inférieur à 1kg/h.

L'exploitant doit justifier des non-conformités concernant les vitesses d'éjections et de l'absence de mesure sur les groupes électrogènes.

L'inspection note également que ce rapport mentionne 15 points de mesure (2 pour les chaudières, 2 pour les dépoussiéreurs et 11 pour les ateliers), là où l'arrêté préfectoral prévoyait 9 conduits pour encollage/teinture, 2 pour les dépoussiéreurs, 3 pour les chaudières et 1 pour le groupe électrogène.

L'exploitant doit informer l'Inspection, via le porter à connaissance demandé au point de contrôle n°1, de l'évolution des points de rejets atmosphériques. Ces points sont réglementaires et prescrits dans l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009.

Concernant les rejets aqueux (eaux industrielles et ruissellements), le rapport 10204252-007-1 du 29/01/2025 a été produit. Ce rapport relève une non-conformité, la concentration en couleur apparente du bac de trempe des semelles est supérieure à la limite (950 mg Pt/l pour 100). **Cet écart devra être explicité par l'exploitant dans la synthèse annuelle à transmettre.** Les autres résultats d'analyse sont très inférieurs aux VLE.

À noter que l'exploitant indique avoir supprimé le point de rejet bac de trempage botte. Cette information devra être mentionnée et éventuellement justifiée dans le rapport de synthèse annuel, d'autant que le rapport de contrôle indique qu'un prélèvement a été réalisé le 28/11/2024 dans ce bac. Le point de prélèvement bac de trempage semelle a été vu lors de l'inspection.

L'exploitant doit informer l'Inspection, via le porter à connaissance demandé au point de contrôle n°1, de l'évolution des points de rejets aqueux. Ces points sont réglementaires et prescrits dans l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009.

Concernant la convention de rejet, le site ne dispose pas de convention avec la ville de Limoges. **L'exploitant doit se rapprocher de la ville afin d'établir cette convention de rejet.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit envoyer le rapport de synthèse annuelle, intégrant les éléments mentionnés dans le constat ci-avant.

L'exploitant doit disposer d'une Convention de rejet signée avec la ville de Limoges, cette convention doit être transmise à l'Inspection suite à son établissement.

L'exploitant doit informer l'Inspection, via le porter à connaissance demandé au point de contrôle n°1, des modifications des points de rejets mis en œuvre sur le site (rejets atmosphérique et rejets aqueux) au regard des points de rejets autorisés par arrêté préfectoral du 20 janvier 2009. Ces modifications feront éventuellement l'objet d'une mise à jour des prescriptions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 3.3.2

Thème(s) : Produits chimiques, COV

Prescription contrôlée :

a} COV

<p>Au plus tard le 31 décembre 2009, le total des émissions (canalisées et diffuses) de composés organiques volatils (COV) des installations de fabrication de chaussures est inférieur ou égal à 25 grammes par paire de chaussures complète Fabriquée, [...]</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation</p> <p>Arrêté Ministériel du 2/2/98 - Article 30</p> <p>[...] 27° Fabrication de chaussures : si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : « Le total des émissions de COV est inférieur ou égal à 25 grammes par paire de chaussures complète fabriquée. »</p> <p>Arrêté Ministériel du 2/2/98 - Article 27</p> <p>[...] 7° Composés organiques volatils :</p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :</p> <p>Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des solvants établi en 2017 estimait la consommation annuelle à 4 tonnes de solvants COV (soit 57 g COV/ paire de chaussures produites).</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant ne dispose pas de plan de gestion des solvants (PGS). Il indique par contre avoir fortement réduit sa consommation de produits solvantés et privilégie autant que possible les colles aqueuses. Des réflexions sont en cours pour éliminer les produits solvantés restants.</p> <p>La consommation annuelle de solvants a été pré-estimée faible au cours de la visite, sur la base de l'état des stocks et la consommation annuelle de produits solvantés identifiés par l'exploitant (SOLVANT NEOPRENE SPECIAL, SOLVANT 952, SOLVANT 12).</p> <p>Or, après investigations complémentaires sur les états des stocks par fournisseur transmis à l'Inspection et par comparaison avec le PGS de 2017, il apparaît que certains produits identifiés comme contenant du COV dans le PGS de 2017 sont encore présents dans l'état des stocks du site (exemples : colle KECK PREN 832/45 et KECK PREM 809).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit évaluer sa consommation annuelle de produits solvantés afin de déterminer si un plan de gestion des solvants est nécessaire (si sa consommation annuelle est supérieure à 1 t/an). Cette évaluation ainsi que le résultat des émissions (canalisées et diffuses) de COV par les installations de fabrication de chaussures (g de COV/paire de chaussures entières produite) sont transmis à l'Inspection.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant réalise un plan de gestion des solvants et le transmet à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. AM 04/10/2010 - Article 49 / État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks tenu à jour, il est également imprimé par la personne en charge de la gestion du stock et des commandes de matières. Il a été édité au jour de la visite. L'état des stocks est disponible sur le système informatique, accessible depuis l'extérieur via un VPN. Ce système informatique est hébergé sur site, la salle serveur est dans la partie bureau et protégée par un système d'extinction automatique incendie (gaz argon) vu lors de la visite. Quotidiennement, le système est sauvegardé sur un disque dur et stocké dans un coffre ignifugé. Si un incendie se déclare, l'exploitant a accès aux informations de stock. Les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles à l'infirmerie. L'exploitant dispose d'un outil (SEIRICH) pour suivre les produits chimiques utilisés. Les FDS sont demandées tous les ans aux fournisseurs et mises à jour en cas d'évolution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Autre, Transmission des résultats de surveillance des émissions
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

Constats :

L'Inspection a constaté une absence de saisie GIDAF depuis 2016, malgré un courrier de relance du 7 mars 2016 de la part de l'inspection.

L'exploitant ne saisit pas les informations sur GIDAF par méconnaissance . Il indique avoir probablement égaré les accès et se renseigner pour remettre en place la saisie des éléments.

Un rappel a été fait lors de l'Inspection et l'Inspection attend a minima le bilan annuel visé au constat n°2 et prescrit par l'arrêté préfectoral de 2009 dans son article 9.3.2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I (titre II)

Thème(s) : Autre, Registre des émissions

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; [...]
- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; [...]

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

Annexe I - LISTE DES ÉTABLISSEMENTS

a) Établissements exerçant une des activités listées ci-dessous :

- installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;

Constats :

Concernant GEREP, l'exploitant est en dessous des seuils de saisie obligatoire et n'a donc pas d'obligation de saisie.

Concernant la consommation d'eau, elle n'est pas relevée hebdomadairement mais l'exploitant suit sa consommation via les factures d'eau (vu facture du 26/09/2024). La consommation d'eau annuelle en 2024 est de 2240 m³, stable par rapport aux deux années précédentes et inférieure à l'autorisation de prélèvement de 3500 m³.

Le site ne dispose pas de relevé de consommation d'eau pour son process. Le rapport d'Inspection de 2011 relevait déjà : « L'exploitant doit mettre en place un compteur totalisateur permettant de connaître la consommation d'eau pour le process industriel (remplissage des bacs de trempage et chaufferie). La consommation doit être relevée de manière hebdomadaire et annotée sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ».

<p>L'exploitant doit mettre en place un suivi hebdomadaire de sa consommation d'eau utilisée pour le process industriel.</p> <p>Concernant le <u>registre des déchets</u>, l'exploitant dispose d'un suivi mensuel et d'un rapport annuel de part ses prestataires de gestion des déchets (différents prestataires selon les types de déchets). Les informations sont également enregistrées dans Trackdéchets.</p> <p>Le site recycle au maximum ses déchets (en interne, cédé à des prestataires pour re-usage). A titre indicatif, en 2024, le site a évacué 68 tonnes de déchets résiduels (chutes de cuirs et DIB), 20 tonnes de papiers, 4 tonnes de bois, 3 tonnes de ferrailles et 0,14 tonnes de plastique).</p> <p>Lors de l'inspection, la zone de stockage des déchets a été visitée et n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection. Les fûts souillés de colles et de teintures sont stockés dans des contenants appropriés équipé de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un suivi hebdomadaire de sa consommation d'eau utilisée pour le process industriel (article 4.1.1 de l'Arrêté Préfectoral).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 9.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une première mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté <u>puis tous les 3 ans</u>, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'étude acoustique.</p> <p>Des études acoustiques dans les ateliers, pour estimer l'exposition des salariés ont été réalisées mais aucune étude de bruit environnant n'a été établie.</p> <p>Le rapport d'inspection de 2011 précisait : « La dernière mesure de bruit a été réalisée en 2007 (constitution du dossier de régularisation) au niveau de deux points de mesure localisés en limite de propriété. On note des niveaux sonores faibles (bien en dessous de la valeur limite de 60 dB(A)). De plus l'établissement ne fonctionne pas en horaires nocturnes (de 22 h à 6h).</p> <p>Actuellement aucune plainte pour nuisances sonores à l'encontre de l'établissement n'a été recensée. La réalisation d'une nouvelle mesure de bruit n'est pas considérée comme une action prioritaire. »</p> <p>L'exploitant doit malgré tout réaliser une étude acoustique conformément à son arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit réaliser une campagne de mesure acoustique conformément aux prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation et la transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Surveillance RSDE (AP 2012)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/2013, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, un rapport de synthèse de la surveillance initiale [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Par courrier du 8 février 2016</u>, l'Inspection avait indiqué à l'exploitant l'absence de surveillance perenne dans le cadre RSDE mais la présence d'une substance dangereuse prioritaire (nonylphénol) pour laquelle la DCE prévoit une suppression à 2021. Il avait été demandé à l'exploitant d'engager des réflexions en vu de cet objectif.</p> <p><u>Au jour de la visite</u>, l'exploitant n'a pas connaissance d'action réalisée suite au courrier du 08 février 2016 et ne dispose pas d'analyse confirmant ou infirmant la présence de nonylphénols dans ses effluents. Il indique cependant que les produits utilisés ont évolué et qu'il a réduit son utilisation de produits solvantés depuis.</p>

N° 9 : Vérification périodique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Article 7.6.3</p> <p>L'exploitant dispose a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de 2 poteaux d'incendie munis [...] capables de délivrer simultanément 120 m³/h pendant 2 heures sous une charge restante de 1 bar ; • d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, [...], • une réserve d'au moins 0,1 m³ de sable maintenu meuble et sec et une pelle ; • de 13 robinets d'incendie armés ; • d'un système de détection automatique d'incendie relié à une alarme centrale ; • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours [...]

Constats :

Au jour de la visite, les moyens de protection incendies ont été questionnés.

Concernant les poteaux incendies, le rapport d'essai permettant de garantir les capacités prescrites a été demandé à l'exploitant mais n'a pas été fourni suite à la visite. **Ce rapport doit être transmis à l'Inspection.**

Concernant les extincteurs, le rapport de vérification du 11/02/2025 a été présenté et ne fait pas mention de non-conformité.

Concernant la réserve de sable, elle n'est pas présente sur site. Cela avait déjà été identifié lors de l'inspection de 2011. Cependant, tel que cela avait été relevé par l'Inspection en 2011, les produits susceptibles d'entraîner une pollution du milieu sont stockés dans un local spécifique placé sur rétention.

Concernant les RIA, le rapport de vérification a été demandé par l'Inspection mais n'a pas été fourni suite à la visite. **Ce rapport doit être transmis à l'Inspection.**

Concernant les détecteurs incendie et gaz, ils sont vérifiés biannuellement par CHUBB. Le rapport a été demandé à l'exploitant mais n'a pas été fourni suite à la visite. **Ce rapport doit être transmis à l'Inspection.**

Lors de la visite, les moyens de protection incendie (extincteur et RIA) ont été observés par sondage dans les ateliers et sont d'une façon générale accessible et en bon état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer à l'Inspection les derniers rapports de vérification concernant les poteaux incendies, les RIA et les détecteurs incendie et gaz.

En cas d'actions correctives menées suite à ces vérifications, l'exploitant communique également des justificatifs de réalisation de ces travaux (facture, PV de réception des travaux ou à défaut un plan d'action).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Vérification périodique électricité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur, la mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué réaliser les vérifications périodiques électriques Q18 et Q19 annuellement, la dernière vérification ayant été réalisée en 2024, et mettre en œuvre les actions

correctives immédiatement pour des questions d'assurance. Le dernier rapport de vérification périodique a été demandé à l'exploitant mais n'a pas été fourni suite à la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit communiquer à l'Inspection le dernier rapport de vérification périodique concernant les installations électriques. En cas d'actions correctives menées suite à ces vérifications, l'exploitant communique également des justificatifs de réalisation de ces travaux (facture, PV de réception des travaux ou à défaut un plan d'action).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Vérification périodique foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. Article 16 de l'AM du 4/10/2010 « Les dispositions du présent arrêté peuvent être rendues applicables par le préfet aux installations classées soumises à autorisation non visées par les quatre premiers alinéas de cet article dès lors qu'une agression par la foudre sur certaines installations classées pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que suite à une préconisation de leur assureur, une visite complète de vérification périodique foudre a été réalisée. Le rapport de vérification complète des installations foudre APAVE 100267977-001-1 du 26/02/2024 a été communiqué à l'Inspection. Ce rapport fait apparaître 2 observations. L'observation concernant la longueur de câblage a été résolue, le câblage a été refait. Par contre concernant la conformité du parafoudre, l'exploitant a retiré ce dernier puisque non nécessaire. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection le rapport justifiant de la non-nécessité du parafoudre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection le rapport justifiant de la non-nécessité du parafoudre et de la conformité des installations compte tenu de ce retrait.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.3.3. Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la Conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des Moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son Maintien. Article 7.3.6 L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant suit un planning de formation et de renouvellement pour son personnel, la fréquence de renouvellement étant définie en fonction de la réglementation. Chaque nouveau personnel suit un accueil sécurité et est formé en fonction des besoins liés à son poste. Les principales formations sont : guide file/serre file, extincteur, équipier première intervention, habilitation « métier », habilitation électrique, SST, transport produit IATA. L'équipe de première intervention est disponible uniquement en journée sur les périodes d'activité et est formée sur les moyens de protection incendie. Un système d'astreinte existe pour les périodes sans activité (cf. constat n°13). Un exercice annuel est réalisé. Le prochain exercice incendie est prévu avec le SDIS en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : MMR – Surveillance et détection des zones

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...] <u>Détecteurs incendie :</u> Dans les bâtiments 1, 2 et 3, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation des stockages, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs. <u>Détecteurs gaz :</u> Dans la chaufferie, un système de détection automatique gaz déclenchant selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place, au plus tard le 30 avril 2009, afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive.
Constats : Les détecteurs sont sous contrat d'entretien et vérifiés 2 fois par an.

<p>Le rapport de vérification des détecteurs gaz et incendie a été demandé à l'exploitant au cours de la visite mais n'a pas été fourni.</p> <p>L'exploitant indique disposer d'un plan ou d'une liste de ces détecteurs mais ce document n'a pas été présenté à l'Inspection.</p> <p>Le report d'alarme répond au schéma suivant : Alerte détecteur → Remontée information centrale → Contact CHUBB → Contact astreinte → Ouverture automatique de la porte accès pompier et contact des pompiers par l'astreinte.</p> <p>À noter, une astreinte HERVE THERMIQUE fonctionne pour la surveillance des chaudières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'Inspection les rapports de vérification concernant les détecteurs gaz et incendie.</p> <p>En cas d'actions correctives menées suite à ces vérifications, l'exploitant communique également des justificatifs de réalisation de ces travaux (facture, PV de réception des travaux ou à défaut un plan d'action).</p> <p>L'exploitant doit également communiquer le plan et/ou la liste avec emplacement de ces détecteurs à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Dispositif de coupure – alimentation chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur de la chaufferie pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; • à l'extérieur et en aval du poste de livraison <p>Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. [...]</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, le local chaudière a été visité. Des consignes affichées au mur étaient présentes.</p> <p>La vanne de coupure située en extérieur du bâtiment n'est pas parfaitement signalée. Les étiquettes sont abîmées et peu lisibles. Il n'y a pas de repérage des positions ouverte et fermée de la vanne. La vanne n'est pas clairement repérée dans les consignes d'exploitation. Ces éléments avaient déjà été signalés dans le rapport de l'Inspection en 2011.</p> <p>L'exploitant indique que le test de coupure automatique est réalisé par le prestataire lors des</p>

vérifications des détecteurs de gaz. Ce rapport n'a pas été communiqué à l'Inspection (cf. constat 13)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit remplacer les étiquettes sur la vanne de coupure, repérer les positions ouverte et fermée et identifier la localisation de cette vanne dans les consignes d'exploitation du site. L'exploitant transmet à l'Inspection des éléments de preuves photographiques et les consignes intégrant le repérage de la vanne.

L'exploitant justifie à l'Inspection la bonne réalisation du test de la chaîne de coupure automatique du gaz telle que prescrite en transmettant le rapport de vérification annuel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Récolement VI 2018 – Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2009, article 7.2.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Zone ATEX

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation désinstallations électrique des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté son plan des zones à risque qui consiste en un plan d'intervention. Ce dernier recense bien les zones à risque (stockage produits chimiques, armoires électrique et chaufferie gaz).

Par contre, la localisation de la « coupure gaz » sur le plan ne correspond pas à la localisation sur site de la vanne qui a été présentée à l'Inspection comme vanne de coupure gaz lors de la visite.

L'exploitant doit vérifier la localisation de la coupure gaz sur le plan et à défaut le mettre à jour.

Lors de la visite, par sondage les armoires de produits chimique ont été vérifiées. Elles comportaient bien une rétention intégrée, un système de protection incendie et elles étaient ventilées.

Pour faciliter l'utilisation par les salariés, les produits ne sont pas nécessairement conservés dans leurs emballages d'origine. Les produits stockés dans les armoires étaient étiquetés, l'Inspection n'a pas vérifié la correspondance entre l'étiquette CLP et le produit stocké.

En revanche, le local de stockage des produits chimiques, bien que sur rétention complète, fait apparaître des points d'attention :

- **tous les produits chimiques sont stockés dans ce local, sur rétention commune et sans vérification de compatibilité**

- des coulures sont visibles sur au moins un produit (SYNERVAL) ;
- une batterie de chariot de manutention est stockée au sol en attente d'élimination ;
- des néons sont stockés sur une étagère en attente d'élimination ;
- des produits/ outils utilisés par la maintenance sont au sol en vrac.

À noter également que le local de stockage principal des produits chimique n'apparaît pas sur le plan d'intervention. **L'exploitant doit mettre à jour le plan en intégrant cette information.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en ordre le local de stockage des produits chimique en veillant à la compatibilité des produits stockés, en mettant sur rétention individuelle les produits incompatibles le cas échéant, ainsi qu'en éliminant les matériels qui n'ont pas lieu d'être stockés dans ce local.

L'exploitant doit mettre à jour le plan d'intervention en indiquant l'emplacement du stock principal de produits chimique et en vérifiant l'emplacement de la vanne de coupure de gaz. Ce plan est transmis à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois